



Recherche

Article de fond rédigé par nos partenaires américains

Analyse institutionnelle

Perspectives pour 2025

Dirk Hofschire, CFA

Directeur en chef, Recherche sur la répartition de l'actif

Jake Weinstein, CFA

Vice-président principal, Recherche sur la répartition de l'actif

Collin Crossover, Ph. D.

Analyste en recherche sur la répartition de l'actif

CINQ SURPRISES POSSIBLES POUR L'ÉCONOMIE ET LES MARCHÉS EN 2025

- La baisse des taux d'inflation américains depuis deux ans pourrait prendre fin en 2025 en raison des pressions inflationnistes persistantes et de celles qui pourraient faire leur apparition.
- À Washington, le débat budgétaire pourrait créer de la volatilité sur les marchés des obligations et des actifs, car les propositions législatives font craindre que la situation déjà préoccupante de la dette ne s'aggrave.
- Malgré le cycle d'assouplissement entamé par la Réserve fédérale américaine (Fed), les taux d'intérêt à long terme pourraient ne pas baisser comme on s'y attend.
- Les actions des marchés émergents pourraient faire concurrence aux actions américaines, car leurs valorisations relatives inférieures font en sorte qu'elles sont plus susceptibles de créer des surprises positives.
- Les investisseurs pourraient obtenir des rendements inférieurs à la moyenne étant donné que les attentes consensuelles tiennent déjà compte d'un grand nombre de nouvelles positives.

Préambule

Le marché boursier a profité d'un élan favorable et de conditions assouplies pendant la majeure partie de 2024. Les sociétés de croissance à grande capitalisation, principalement dans les secteurs des technologies et des services de communication, ont dominé au chapitre du rendement, et la plupart des grandes catégories d'actifs ont enregistré des gains.

L'économie américaine est demeurée en nette expansion grâce aux dépenses de consommation élevées. Les tendances des bénéfices se sont améliorées et les marges bénéficiaires ont augmenté. Même si le marché du travail a ralenti, le risque de récession semble faible.

À l'échelle mondiale, la tendance à l'assouplissement de la politique monétaire s'est accélérée au deuxième semestre de 2024. Les grandes économies ont pour la plupart été en expansion dans un contexte d'amélioration des conditions financières mondiales et d'une dynamique stable de l'emploi, malgré une certaine faiblesse dans le secteur manufacturier.

Que nous réserve 2025?

La plus grande préoccupation pour les marchés des actifs pourrait être l'excès de confiance. Force est d'admettre que le marché boursier américain est cher, ce qui nous amène à nous demander si les prix des actifs ne reflètent pas déjà une grande partie des bonnes nouvelles éventuelles. Par exemple, les prévisions de croissance des bénéfices de l'indice S&P 500 pour 2025 s'établissaient à plus de 15 % vers la fin de 2024. De plus, le marché boursier a connu une longue période de faible volatilité depuis la dernière perturbation majeure du marché au début de 2020.

Dans l'ensemble, la conjoncture macroéconomique à court terme ne laisse présager aucun problème d'envergure. L'économie américaine est en forte expansion et la Réserve fédérale américaine (la Fed) assouplit sa politique monétaire. Cela dit, les plus grandes variations des prix des actifs sont souvent attribuables aux surprises.

Voici quelques-unes des plus grandes surprises possibles que nous surveillons à l'aube de 2025 :

1. L'inflation pourrait ne pas diminuer

L'inflation aux États-Unis a ralenti considérablement depuis le sommet de 9 % en 2022. Cette « désinflation » signifie que les prix ont augmenté plus lentement, et non qu'ils diminuent.

La désinflation a été une tendance clé qui a soutenu les prix des actifs au cours des deux dernières années. Les indicateurs d'inflation du marché pour 2025 ont fluctué au cours des derniers mois, mais ils signalent généralement une baisse continue de l'inflation. La Fed semble du même avis et (conformément aux attentes des marchés) devrait procéder à d'autres baisses de taux en 2025.

Cependant, l'inflation de base (excluant les aliments et l'énergie) mesurée par l'IPC et les dépenses personnelles de consommation (DPC) demeure à environ 3 % et a cessé de diminuer au deuxième semestre de 2024¹. Pour sa part, le marché du travail s'est refroidi, mais est encore relativement tendu, ce qui a permis de maintenir la croissance élevée des salaires. Les bonnes conditions d'emploi continuent de soutenir les consommateurs américains, tout comme le niveau de richesse record. Par conséquent, l'expansion économique se poursuit et l'inflation liée aux services et au logement demeure élevée.

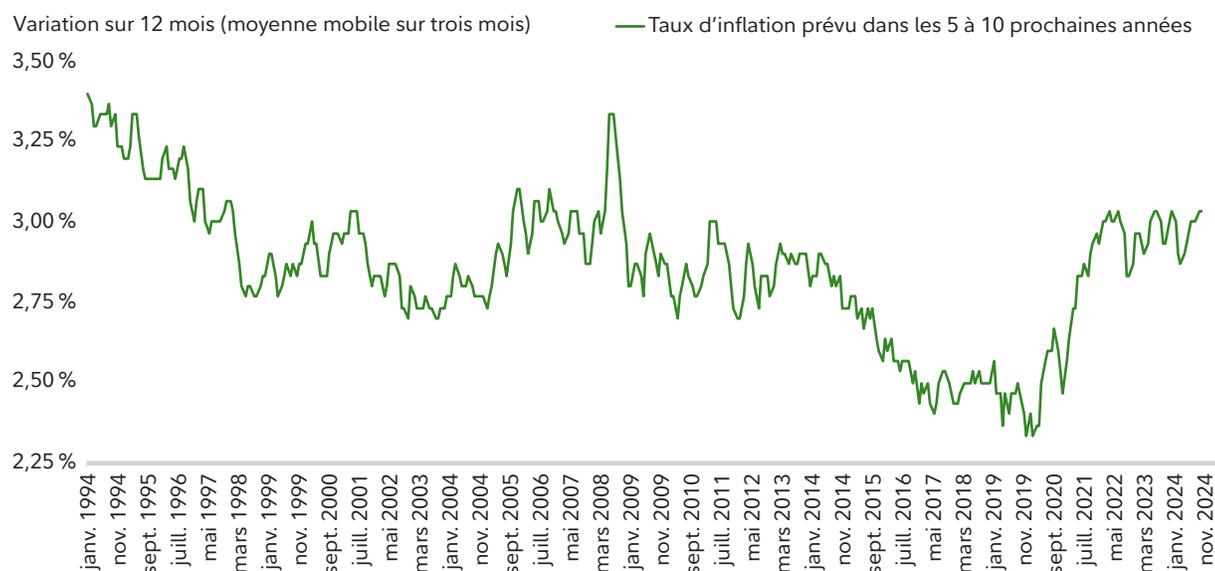
En l'absence d'un ralentissement économique plus important, on ignore ce qui pourrait mener à un essoufflement de l'inflation. Si l'administration Trump va de l'avant avec les propositions formulées pendant la campagne en augmentant considérablement les tarifs douaniers sur les biens chinois et ceux en provenance d'ailleurs dans le monde, cela pourrait exercer de nouvelles pressions inflationnistes, car au moins une partie du coût plus élevé des importations sera transmise aux consommateurs américains.

¹ Sources : Bureau of Labor Statistics des États-Unis et Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

De plus, nos perspectives à long terme laissent supposer que le contexte sera moins propice au retour d'une inflation stable et faible qu'au cours des deux dernières décennies. La démondialisation et les pressions commerciales sont généralisées, perturbent les chaînes d'approvisionnement et entraîneront moins de désinflation sur les biens manufacturés. Pendant ce temps, la destruction climatique et géopolitique fait grimper les coûts de reconstruction, et le vieillissement démographique limite l'offre de main-d'œuvre et contribue à la hausse des coûts d'emploi. Les consommateurs ont peut-être remarqué ces tendances, car leurs attentes d'inflation à long terme demeurent dans le haut de la fourchette des deux dernières décennies, malgré la récente baisse de l'inflation (Tableau 1).

TABLEAU 1 – Les consommateurs s’attendent à une inflation plus élevée au cours des 5 à 10 prochaines années

Attentes d'inflation à long terme des consommateurs



Sources : Université du Michigan, Macrobond, Fidelity Investments (ERRA), au 31 octobre 2024.

2. Les marchés pourraient s’intéresser à la politique budgétaire en 2025

Qui se soucie de la dette fédérale? Viendra peut-être un moment où les investisseurs s’en préoccuperont.

La dette du gouvernement des États-Unis (par rapport au PIB) a triplé au cours des deux dernières décennies, et le déficit budgétaire de 2024 représente près de 7 % du PIB, ce qui correspond au déficit le plus élevé jamais enregistré en période d’expansion et de paix, hors pandémie. À ce jour, les marchés de capitaux se sont montrés plutôt indifférents à l’égard de la détérioration de la situation budgétaire, en grande partie parce que les taux d’intérêt sont demeurés bas, ce qui maintient le service de la dette à un niveau gérable.

La situation pourrait être différente en 2025. Les charges nettes d’intérêts du gouvernement sont déjà à leur plus haut niveau depuis des décennies. Elles sont supérieures aux dépenses totales en défense et sont appelées à augmenter davantage, et ce, même si les taux d’intérêt restent stables. Pour la prochaine décennie, le scénario de base du Congressional Business Office (CBO) prévoit que la dette publique atteindra le taux record de 122 % du PIB. Pour que le ratio de la dette au PIB reste aux niveaux actuels, les taux d’intérêt devraient correspondre en moyenne à 1 % au cours de la prochaine décennie (un scénario peu probable à notre avis). Nous croyons que le ratio de la dette au PIB augmentera probablement davantage que le prévoit le CBO et, compte tenu des pressions budgétaires extrêmes auxquelles ont dû faire face les pays

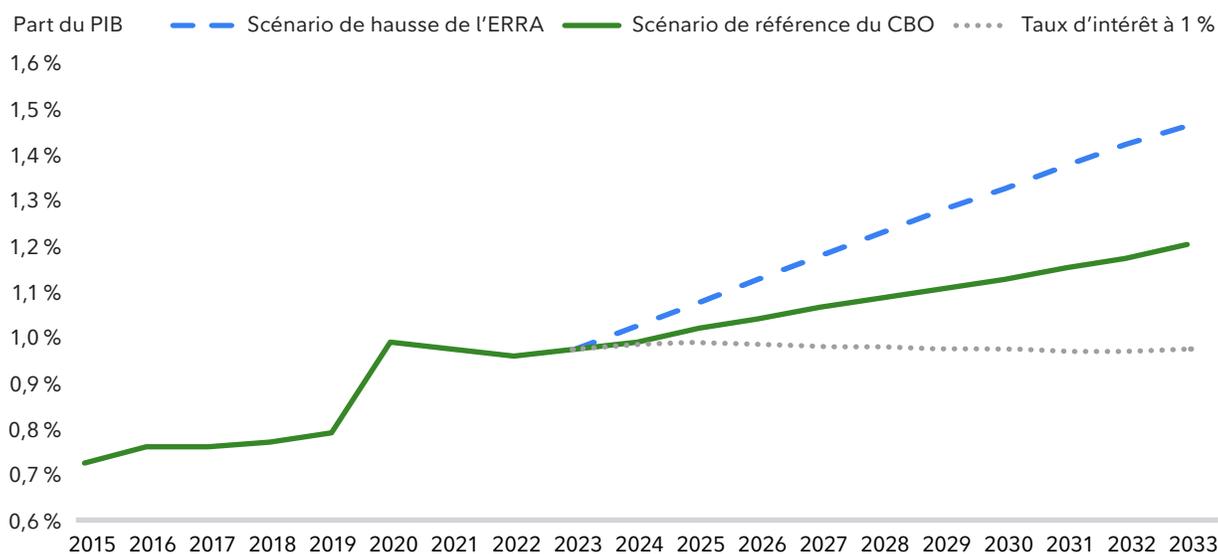
comme les États-Unis aux prises avec une population vieillissante, nous estimons qu'il se situera dans le haut de la fourchette prévisionnelle (Tableau 2).

De plus, la projection du CBO suppose une augmentation des revenus à compter de 2026, après l'échéance des mesures de réduction d'impôt sur le revenu des particuliers de 2017. Or, les républicains qui contrôleront prochainement la Maison-Blanche et le Congrès semblent déterminés à prolonger ces baisses d'impôt, ce qui alourdirait la dette de 4 600 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Par ailleurs, les propositions de Donald Trump pendant la campagne incluaient de nombreuses autres réductions d'impôt.

Les marchés pourraient mal réagir à des mesures gouvernementales qui assombrissent les perspectives budgétaires, ce qui risquerait d'exercer des pressions à la hausse sur les taux obligataires et la volatilité des marchés boursiers.

TABLEAU 2 – Scénario de hausse de la dette publique américaine par rapport au scénario de référence

Dette du gouvernement américain



Sources : Congressional Budget Office des États-Unis, Fidelity Investments (ERRA), au 31 octobre 2024.

3. Les taux d'intérêt à long terme sur le marché pourraient ne pas diminuer

Que se passera-t-il si la Fed assouplit sa politique monétaire, mais que les taux d'intérêt à long terme sur le marché cessent de baisser ?

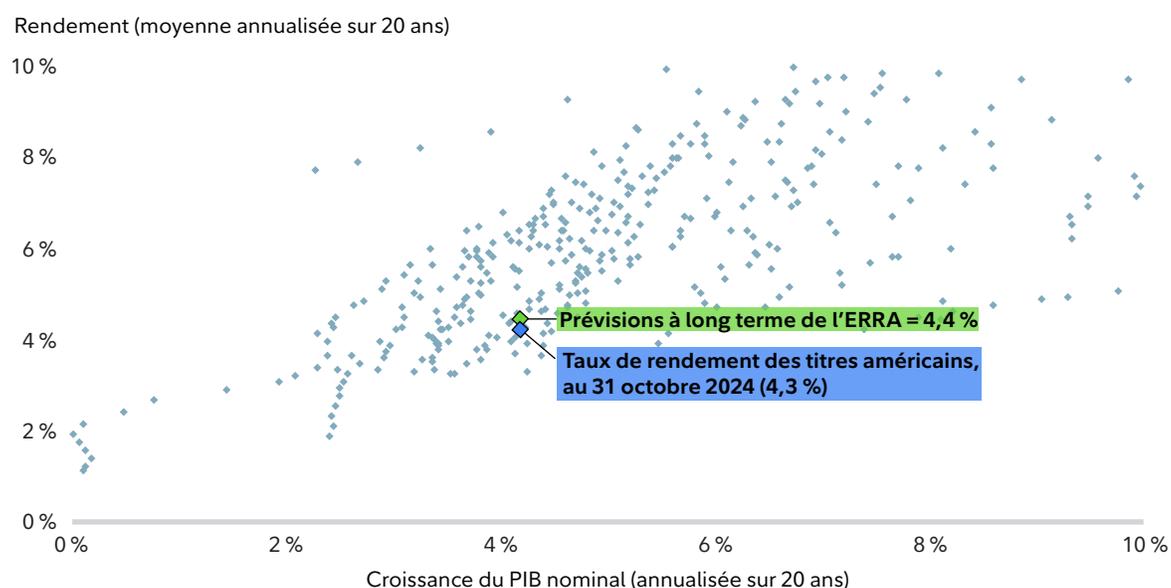
Juste avant la première baisse de taux de la Fed à la mi-septembre, les taux des obligations du Trésor à 10 ans ont chuté à 3,6 %, contre un sommet de 4,7 % en avril. Ce recul était sans doute attribuable aux attentes d'un changement de cap de la Fed au profit d'un assouplissement inspiré par la détérioration des données mensuelles sur l'emploi pendant l'été. Après la première baisse de la Fed, les rendements obligataires ont augmenté, ce qui porte à croire que le marché s'était un peu trop empressé d'intégrer des baisses de taux.

Si la Fed estime que les taux se situent au-dessus de ce qu'elle juge être le taux neutre, elle assouplira sa politique. Cependant, la question clé pour 2025 demeure la suivante : combien y aura-t-il de baisses de taux – et les taux actuels des obligations à long terme reflètent-ils un nombre que le marché surestime ? Si la vigueur de l'économie américaine, l'inflation et le débat budgétaire surprennent les marchés en exerçant des pressions à la hausse sur les taux, des mesures d'assouplissement supplémentaires pourraient ne pas être suffisantes pour faire diminuer les taux à long terme en 2025.

Nous croyons que la juste valeur des taux des obligations du Trésor à 10 ans correspond à peu près au taux de croissance nominal potentiel à long terme du PIB, qui devrait atteindre en moyenne 4,4 % au cours des 20 prochaines années (Tableau 3). Cette référence approximative donne à penser que les taux actuels se rapprochent de leur juste valeur à long terme. Or, une hausse inattendue de la croissance ou de l'inflation, ou des déficits élevés qui augmenteraient l'offre d'obligations par rapport à la demande de titres à revenu fixe pourraient faire en sorte que les taux surpassent leur juste valeur. En revanche, une baisse considérable des taux en 2025 serait attribuable à une économie américaine plus faible que prévu et à une exacerbation des craintes de récession.

TABLEAU 3 – Les taux actuels des obligations du Trésor américain se rapprochent de nos prévisions à long terme

Rendements des obligations souveraines à 10 ans par rapport au PIB



Les points en surbrillance correspondent aux taux des obligations du Trésor américain à 10 ans. Les prévisions à long terme de l'ERRA reposent sur une estimation du PIB nominal des États-Unis (4,4 %). Sources : Estimations nationales officielles, Haver Analytics, Bloomberg Finance LLP et Fidelity Investments (ERRA), au 31 octobre 2024.

4. Les actions des marchés émergents pourraient damer le pion aux actions américaines

Les actions de sociétés américaines à grande capitalisation ont surpassé leurs homologues non américaines en 2024 et ont surclassé les actions internationales de plus de 7 % par année au cours de la dernière décennie. Les investisseurs ont observé que l'économie des États-Unis était plus forte et plus résiliente que celle de la plupart des autres pays développés et que le rendement des capitaux propres y était nettement supérieur en raison des directions d'entreprise plus favorables aux intérêts des actionnaires, des niveaux élevés de rentabilité de plusieurs grandes sociétés de technologie et de communication dominantes et, plus récemment, de l'essor de l'intelligence artificielle (IA). L'arrivée de l'administration Trump, y compris la hausse des tarifs douaniers et une politique étrangère plus incertaine, pourrait poser des défis à certains pays. Certains investisseurs envisagent même d'abandonner la diversification mondiale.

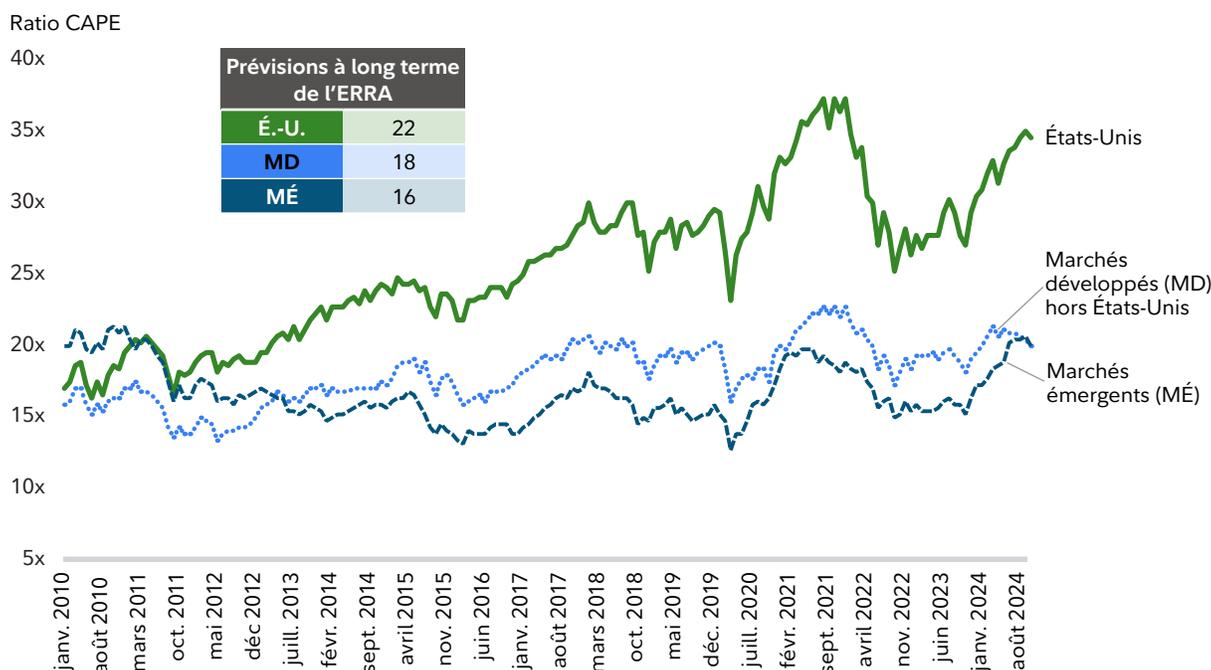
Nous ne sommes pas de ce nombre. Le contexte mondial pourrait bien être désordonné et volatil en 2025, mais les actions des marchés émergents et d'autres pays en dehors des États-Unis pourraient offrir une

surperformance même si les tendances positives aux États-Unis ne s'inversent pas. De fait, une embellie relative à l'échelle internationale pourrait amener un plus grand nombre d'investisseurs à constater que les valorisations boursières reflètent déjà une bonne partie des bonnes nouvelles attendues sur le marché américain.

Selon nos estimations, les actions américaines devraient se vendre à une prime d'évaluation de 20 % à 40 % par rapport aux actions des marchés développés (MD) hors États-Unis et des marchés émergents (MÉ) à long terme (Tableau 4). Cette situation tranche nettement avec l'écart de valorisation actuel de 70 %.

TABLEAU 4 – Les valorisations des actions américaines dépassent largement nos prévisions à long terme

Valorisations boursières



CAPE : ratio cours/bénéfice corrigé des variations cycliques. MD : marchés développés. MÉ : marchés émergents. Ratio cours/bénéfice (C/B) (ou multiple du BPA) : Cours d'une action divisé par le bénéfice par action, qui indique le montant que les investisseurs doivent payer pour tirer parti du potentiel de bénéfices d'une société. Les bénéfices corrigés en fonction des variations cycliques correspondent aux moyennes sur 10 ans ajustées pour tenir compte de l'inflation. Sources : FactSet, organisations statistiques des pays concernés, MSCI, Fidelity Investments (ERRA), au 31 octobre 2024.

En 2025, les actions non américaines pourraient notamment profiter d'une amélioration des bénéfices des sociétés (que nous observons actuellement dans les marchés émergents), de mesures de relance chinoises plus musclées que prévu (un scénario probable en réponse à la hausse des tarifs douaniers américains) et d'une accélération de l'économie mondiale grâce à l'assouplissement des politiques des banques centrales. Cela dit, même si aucun de ces événements ne se produit, certains pays, secteurs et titres offrent d'importantes occasions de diversifier son portefeuille à l'échelle mondiale.

5. Les actifs pourraient produire des rendements inférieurs à la moyenne

La plupart des grandes catégories d'actifs ont inscrit des gains appréciables ces dernières années. Jusqu'à présent, les actions mondiales ont généré des rendements robustes de plus de 10 % et ceux des actions

de sociétés américaines à grande capitalisation surpasseront vraisemblablement les 20 % pour une deuxième année consécutive.

Les attentes consensuelles intègrent déjà tellement de bonnes nouvelles – atterrissage en douceur aux États-Unis, croissance des bénéfices supérieure à 10 %, déréglementation aux États-Unis et éventuelles baisses d’impôt, désinflation mondiale et assouplissement de la politique monétaire des banques centrales – qu’il sera difficile de surpasser ces attentes même si ces bonnes nouvelles se concrétisent.

Les valorisations élevées placent la barre très haut, si bien que les prix des actifs peuvent difficilement dépasser les attentes à court terme, ce qui tend à restreindre les perspectives de rendement à long terme. Nous venons de vivre une période de 20 ans au cours de laquelle les actions américaines ont surpassé les obligations de qualité de près de 7 % par année. Ce taux est nettement supérieur à la moyenne de 5 % au cours du dernier siècle. Nous prévoyons que les actions américaines devanceront les obligations par une marge beaucoup plus faible au cours des deux prochaines décennies (Tableau 5).

Cela dit, les mauvaises surprises n’impliquent pas nécessairement des problèmes majeurs pour les marchés de capitaux, sans compter qu’une période de rendements moyens ou inférieurs à la moyenne ne serait pas catastrophique.

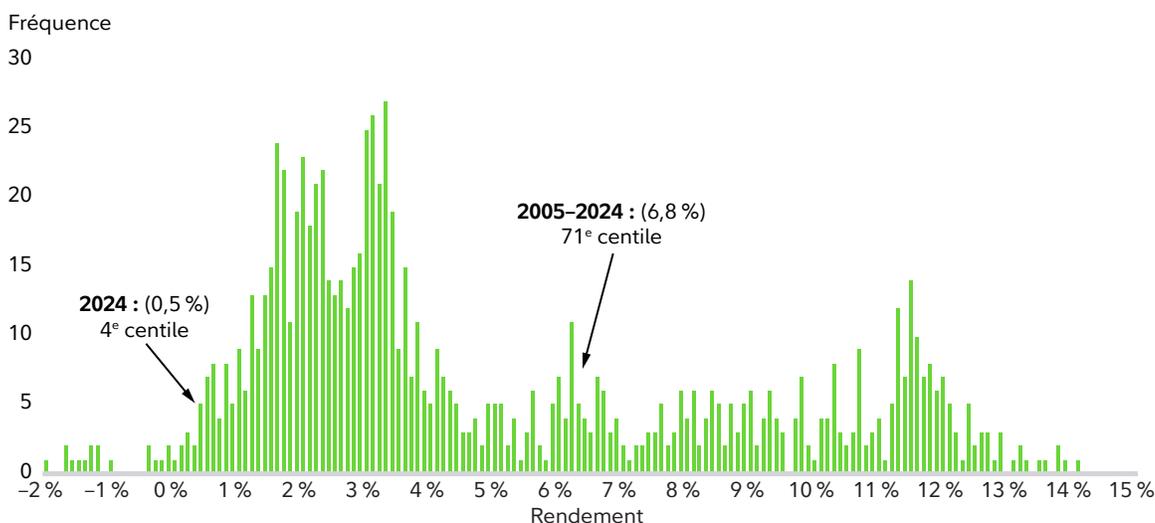
Conclusion

Les surprises sont toujours possibles, et leurs conséquences risquent d’être plus importantes étant donné la vigueur à court terme de l’économie et des marchés.

À plus long terme, nous estimons qu’une saine diversification du portefeuille sera bénéfique pour les investisseurs dans un environnement où les belles surprises dans les tendances fondamentales pourraient se faire plus rares.

TABLEAU 5 – Les actions américaines pourraient surpasser les obligations par une marge plus faible au cours des prochaines décennies

Rendements excédentaires des actions américaines par rapport aux obligations de qualité (1926 à 2024)



Le rendement passé n’est pas une garantie des résultats futurs. Les barres vertes représentent le nombre de mois pendant lesquels les actions américaines ont atteint le rendement indiqué par rapport aux obligations sur une période mobile de 20 ans. Les données ont été calculées mensuellement. Rendements géométriques moyens. Actions américaines : indice Dow Jones U.S. Total Stock Market; obligations de qualité : indice Bloomberg U.S. Aggregate Bond. Source : Fidelity Investments (ERRA), au 30 avril 2024.

Auteurs

Dirk Hofschire, CFA

Directeur en chef, Recherche
sur la répartition de l'actif

Jake Weinstein, CFA

Vice-président principal, Recherche
sur la répartition de l'actif

Collin Crowover, Ph. D.

Analyste en recherche sur
la répartition de l'actif

L'équipe de recherche sur la répartition de l'actif (ERRA) mène des études sur l'économie, les caractéristiques fondamentales et l'analyse quantitative pour élaborer des recommandations de répartition de l'actif à l'intention des gestionnaires de portefeuille et de l'équipe des placements de Fidelity. L'ERRA est responsable de l'analyse et de la synthèse des perspectives de placement au sein du groupe de gestion des actifs de Fidelity afin de donner un aperçu des tendances macroéconomiques et des marchés financiers et de leurs conséquences sur la répartition de l'actif.

Michael Tarsala, vice-président, Leadership éclairé de Fidelity, a assuré la direction éditoriale de cet article.

27 novembre 2024



L'information fournie dans le présent document et le document lui-même sont présentés à des fins d'information et d'éducation seulement. Ils ne constituent pas une recommandation de prendre ou de ne pas prendre une mesure quelconque ni une sollicitation d'achat ou de vente des titres ou des services mentionnés. Il ne s'agit pas de conseils en placement. Fidelity ne fournit pas de conseils juridiques ou fiscaux.

Avant de prendre une décision de placement, vous devriez consulter vos propres conseillers professionnels et tenir compte de l'ensemble des faits et des circonstances qui s'appliquent à votre situation personnelle. Fidelity et ses représentants pourraient être en situation de conflit d'intérêts par rapport aux produits ou services mentionnés dans ce document, car ils ont un intérêt financier dans ceux-ci et reçoivent une compensation directe ou indirecte à titre de gestionnaire, de distributeur ou de fournisseur de services pour ces produits ou services, qui incluent les fonds de Fidelity, certains fonds et services offerts par des tiers et certains services de placement.

L'information contenue dans le présent document est fournie à des fins de discussion et d'illustration seulement. Elle ne doit pas être interprétée comme une recommandation ni comme une sollicitation de vente ou d'achat de titres. Les opinions contenues aux présentes ont été exprimées à la date indiquée, d'après l'information disponible à ce moment-là, et sont appelées à changer en tout temps en fonction de l'évolution des marchés ou d'autres facteurs. À moins d'indication contraire, ces opinions sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de Fidelity Investments ou de ses sociétés affiliées. Fidelity décline toute obligation de mettre à jour l'information fournie dans le présent document.

Toute décision de placement doit être basée sur les objectifs, l'horizon de placement et la tolérance au risque de l'investisseur. Le contenu du présent article ne peut nullement être considéré comme un avis juridique ou fiscal et nous vous encourageons à consulter votre avocat, votre comptable ou tout autre conseiller spécialisé avant de prendre une décision financière.

Les marchés boursiers sont volatils et peuvent fluctuer considérablement en raison de l'évolution de la situation des émetteurs, des secteurs, du climat politique, de la réglementation, des marchés ou de la conjoncture économique.

Les marchés étrangers peuvent être plus volatils que les marchés américains compte tenu du risque accru de l'évolution défavorable de la situation d'un émetteur, du climat politique, du marché ou de la conjoncture économique. Ces risques sont exacerbés dans le cas des marchés émergents. Ces risques sont d'autant plus élevés dans le cas des placements axés sur un seul pays ou une seule région.

Tout placement comporte un risque, y compris un risque de perte.

Les titres mentionnés le sont à titre indicatif seulement et leur mention ne doit pas être considérée comme une recommandation ou un conseil en placement.

Le rendement passé n'est pas une garantie des résultats futurs.

Ni la répartition de l'actif ni la diversification ne constituent un gage de profit ou une garantie contre les pertes.

Le titre de CFA® (*Chartered Financial Analyst*®) est décerné par le CFA Institute. Pour obtenir la désignation de CFA, les candidats doivent, entre autres, réussir trois examens qui démontrent leurs compétences, leur intégrité et leur connaissance approfondie de la comptabilité, des normes professionnelles et éthiques, de l'économie, de la gestion de portefeuille et de l'analyse des titres. Ils doivent également avoir accumulé au moins 4 000 heures d'expérience professionnelle pertinente sur un minimum de 36 mois. CFA® est une marque de commerce du CFA Institute.

L'indice S&P 500 est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui comprend 500 actions ordinaires choisies en fonction de la taille, des liquidités et de la représentation sectorielle pour représenter le rendement des actions américaines.

Les indices ne font l'objet d'aucune gestion et leur rendement inclut le réinvestissement des dividendes et du revenu d'intérêts, sauf indication contraire. Les indices ne représentent pas un placement donné et il n'est pas possible d'investir directement dans un indice.

Les marques de tierces parties appartiennent à leur propriétaire respectif; toutes les autres marques de commerce sont la propriété de FMR LLC.

Fidelity Investments® offre des produits de placement par l'intermédiaire de Fidelity Distributors Company LLC; des services de compensation, de garde et autres services de courtage par l'intermédiaire de National Financial Services LLC ou de Fidelity Brokerage Services LLC (membres de la Bourse de New York et de la SIPC); et des services de conseils en gestion d'actifs institutionnels par l'intermédiaire de Fidelity Institutional Wealth Adviser LLC.

Des produits de placement destinés aux particuliers et aux employés sont offerts par Fidelity Brokerage Services LLC, membre de la Bourse de New York et de la SIPC. Les services de gestion d'actifs institutionnels sont fournis par FIAM LLC et par Fidelity Institutional Asset Management Trust Company.

© 2024 FMR LLC. Tous droits réservés.

1125152.2.0

1.9918752.100

Tout placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et des charges. Veuillez lire le prospectus avant d'investir, car il contient des renseignements détaillés sur les placements. Les fonds communs de placement ne sont pas couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par aucun autre organisme public d'assurance-dépôts; en outre, ils ne sont ni garantis ni assurés. Leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment. Rien ne garantit qu'un fonds du marché monétaire puisse maintenir une valeur liquidative constante ou que vous puissiez récupérer le montant total de votre placement. Le rendement passé pourrait ou non être reproduit.

De temps à autre, un gestionnaire, analyste ou autre employé de Fidelity peut exprimer une opinion sur une société, un titre, une industrie ou un secteur du marché. Les opinions exprimées par ces personnes représentent un point de vue personnel à un moment donné et ne constituent pas nécessairement celui de Fidelity ou d'autres personnes au sein de l'organisation. Ces opinions sont appelées à changer à tout moment en fonction de l'évolution des marchés et d'autres facteurs, et Fidelity décline toute responsabilité en ce qui a trait à la mise à jour de ces points de vue. Ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme des conseils en placement fiables ni comme une indication d'achat ou de vente visant un Fonds Fidelity, car les décisions de placement relatives aux Fonds Fidelity sont prises en fonction de nombreux facteurs.

Certaines déclarations formulées dans ce commentaire peuvent contenir des énoncés prospectifs de nature prévisionnelle pouvant inclure des termes tels que « prévoit », « anticipe », « a l'intention », « planifie », « croit », « estime » et d'autres expressions semblables ou leurs versions négatives correspondantes. Les énoncés prospectifs s'appuient sur des attentes et prévisions visant des facteurs généraux pertinents liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché, comme les taux d'intérêt, et supposent qu'aucun changement n'est apporté au taux d'imposition en vigueur ni aux autres lois ou législations gouvernementales applicables. Les attentes et les projections à l'égard d'événements futurs sont intrinsèquement soumises, entre autres, à des risques et incertitudes parfois imprévisibles, et peuvent, par conséquent, se révéler incorrectes à l'avenir.

Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie des rendements futurs, et les événements réels pourraient être substantiellement différents de ceux exprimés ou projetés dans les énoncés prospectifs. Certains éléments importants peuvent contribuer à ces écarts, y compris, notamment, les facteurs généraux liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché en Amérique du Nord ou ailleurs dans le monde, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et les marchés financiers mondiaux, la concurrence commerciale et les catastrophes. Vous devez donc éviter de vous fier indûment aux énoncés prospectifs. En outre, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ces énoncés à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la concrétisation d'événements futurs ou pour quelque autre raison que ce soit.

« Fidelity Investments » et/ou « Fidelity » désignent collectivement : i) FMR LLC, une société américaine, et certaines filiales qui comprennent Fidelity Management & Research Company (FMR Co.) et Fidelity Management & Research (Canada) ULC (FMR-Canada) – qui exerce ses activités en Colombie-Britannique sous le nom de FMR Investments Canada ULC; et ii) Fidelity Investments Canada s.r.l. (FIC) et ses sociétés affiliées. FMR-Canada a commencé ses activités en Ontario le 1^{er} février 2018 et est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») et de gestionnaire de portefeuille auprès des autres commissions canadiennes des valeurs mobilières. Les activités de FMR-Canada se limitent actuellement à l'offre de stratégies de répartition mondiale de l'actif par une équipe de gestion de portefeuille discrète au sein de la société. FMR-Canada offre ces stratégies en qualité de sous-conseiller pour les comptes dont le conseiller est Fidelity Investments Canada s.r.l. (« FIC »), agissant alors à titre de sous-conseiller direct de FIC ou de sous-conseiller par l'intermédiaire de conseillers Fidelity qui ne sont pas Canadiens, notamment (et principalement) des conseillers en placements inscrits auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, comme FMR Co., Inc (« FMRCo »). FMR-Canada n'offre pas directement ces stratégies aux investisseurs canadiens. Le nom « Fidelity Investments » a été enregistré en tant que marque de commerce déposée au Canada par FMR-Canada.

© 2024 Fidelity Investments Canada s.r.l. Tous droits réservés.

Le contenu d'origine vient de Fidelity Investments aux États-Unis. Toute transmission ou reproduction du présent document sous quelque forme que ce soit par le destinataire est interdite sans le consentement préalable écrit de Fidelity.

Ce document est utilisé par Fidelity Investments Canada s.r.l. (« FIC »), mais il ne constitue pas une recommandation ou un endossement d'un produit ou d'un service de Fidelity en particulier. Notre division des placements, Gestion de placements Fidelity Canada, agit à titre de conseiller pour les fonds d'investissement de FIC, et diverses sociétés, dont Fidelity Management & Research Company LLC, FIAM LLC, FIL Limited, Geode Capital Management LLC et State Street Global Advisors Ltd., peuvent agir en qualité de sous-conseiller pour ces fonds. Les fonds communs de placement, les FNB et les autres produits et services de placement commandités par FIC ne peuvent être vendus que dans les provinces et territoires du Canada.

En partie © 2024. FMR LLC. Tous droits réservés. Utilisé avec permission.

É.-U. : 1125152.2.0 CAN. : 2208303-v20241210 FIC 2205974 12/24

